



CANADA

CONSOLIDATION

CODIFICATION

Garnishment, Attachment and Pension Diversion Act

R.S.C., 1985, c. G-2

Loi sur la saisie-arrêt et la distraction de pensions

L.R.C. (1985), ch. G-2

Current to September 22, 2021

Last amended on December 23, 2020

À jour au 22 septembre 2021

Dernière modification le 23 décembre 2020

OFFICIAL STATUS OF CONSOLIDATIONS

Subsections 31(1) and (2) of the *Legislation Revision and Consolidation Act*, in force on June 1, 2009, provide as follows:

Published consolidation is evidence

31 (1) Every copy of a consolidated statute or consolidated regulation published by the Minister under this Act in either print or electronic form is evidence of that statute or regulation and of its contents and every copy purporting to be published by the Minister is deemed to be so published, unless the contrary is shown.

Inconsistencies in Acts

(2) In the event of an inconsistency between a consolidated statute published by the Minister under this Act and the original statute or a subsequent amendment as certified by the Clerk of the Parliaments under the *Publication of Statutes Act*, the original statute or amendment prevails to the extent of the inconsistency.

CARACTÈRE OFFICIEL DES CODIFICATIONS

Les paragraphes 31(1) et (2) de la *Loi sur la révision et la codification des textes législatifs*, en vigueur le 1^{er} juin 2009, prévoient ce qui suit :

Codifications comme élément de preuve

31 (1) Tout exemplaire d'une loi codifiée ou d'un règlement codifié, publié par le ministre en vertu de la présente loi sur support papier ou sur support électronique, fait foi de cette loi ou de ce règlement et de son contenu. Tout exemplaire donné comme publié par le ministre est réputé avoir été ainsi publié, sauf preuve contraire.

Incompatibilité — lois

(2) Les dispositions de la loi d'origine avec ses modifications subsequentes par le greffier des Parlements en vertu de la *Loi sur la publication des lois* l'emportent sur les dispositions incompatibles de la loi codifiée publiée par le ministre en vertu de la présente loi.

LAYOUT

The notes that appeared in the left or right margins are now in boldface text directly above the provisions to which they relate. They form no part of the enactment, but are inserted for convenience of reference only.

MISE EN PAGE

Les notes apparaissant auparavant dans les marges de droite ou de gauche se retrouvent maintenant en caractères gras juste au-dessus de la disposition à laquelle elles se rattachent. Elles ne font pas partie du texte, n'y figurant qu'à titre de repère ou d'information.

NOTE

This consolidation is current to September 22, 2021. The last amendments came into force on December 23, 2020. Any amendments that were not in force as of September 22, 2021 are set out at the end of this document under the heading "Amendments Not in Force".

NOTE

Cette codification est à jour au 22 septembre 2021. Les dernières modifications sont entrées en vigueur le 23 décembre 2020. Toutes modifications qui n'étaient pas en vigueur au 22 septembre 2021 sont énoncées à la fin de ce document sous le titre « Modifications non en vigueur ».

TABLE OF PROVISIONS

An Act to provide for the garnishment or attachment of Her Majesty in right of Canada, the Senate, House of Commons, Library of Parliament, Office of the Senate Ethics Officer, Office of the Conflict of Interest and Ethics Commissioner, Parliamentary Protective Service and Office of the Parliamentary Budget Officer and for the diversion of pension benefits payable by Her Majesty in right of Canada under certain enactments

Short Title	
1	Short title
PART I	
	Garnishment and Attachment Proceedings
	Interpretation
2	Definitions
	Garnishment
3	Garnishment permitted
3.1	Garnishment under Acts of Parliament
DIVISION I	
	Departments and Certain Crown Corporations
4	Definitions
5	Garnishment of salaries, remuneration
6	Service binds Her Majesty
7	Where documents must be served on Her Majesty
8	Moneys bound by service of garnishee summons
10	Time period for Her Majesty's response to a garnishee summons
11	Methods of response
12	Regulations
13	Information to be made available to public

TABLE ANALYTIQUE

Loi prévoyant la saisie-arrêt entre les mains de Sa Majesté du chef du Canada, du Sénat, de la Chambre des communes, de la bibliothèque du Parlement, du bureau du conseiller sénatorial en éthique, du bureau du commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique, du Service de protection parlementaire et du bureau du directeur parlementaire du budget et la distraction de prestations de pension allouées par Sa Majesté du chef du Canada en application de certains textes législatifs

Titre abrégé	
1	Titre abrégé
PARTIE I	
	Procédure en matière de saisie-arrêt
	Définitions
2	Définitions
	Saisie-arrêt
3	Saisie-arrêt permise
3.1	Saisies-arrêts sous le régime de lois fédérales
SECTION I	
	Ministères et certaines sociétés d'État
4	Définitions
5	Saisie de traitements, rémunération
6	Opposabilité à Sa Majesté
7	Lieu de la signification
8	Sommes frappées d'indisponibilité par la signification du bref de saisie-arrêt
10	Délai imparti à Sa Majesté pour donner suite
11	Façons de donner suite
12	Règlements
13	Accessibilité des renseignements au public

	Conditions for Diversion of Pension Benefits		Conditions de la distraction de prestations de pension
33	Application for diversion	33	Requête
34	Minister to notify recipient where a diversion is to be made	34	Avis du ministre au prestataire affecté
35	Conditions for diversion of pension benefits	35	Requête aux fins de distraction de prestations de pension
35.1	Where pension benefit not immediately payable — Public Service Superannuation Act	35.1	Prestations de pension non immédiatement payables — Loi sur la pension de la fonction publique
35.2	Effect of order	35.2	Effets de l'ordonnance
35.3	Provision of information	35.3	Communication de renseignements
35.4	Representation	35.4	Représentation
	Amount of Diversion		Montant des versements
36	Rules governing amount of diversion	36	Cas où l'ordonnance de soutien financier et le régime de pension prévoient des versements périodiques et cas où il s'agit de sommes globales
37	Lump sum financial support order vs. periodic pension benefit	37	Cas où la prestation de pension est payable par versements périodiques alors qu'une somme globale est prévue dans l'ordonnance de soutien financier
38	Financial support order providing for lump sum and periodic payments vs. periodic pension benefit	38	Cas où la prestation de pension est payable par versements périodiques alors que l'ordonnance de soutien financier prévoit le paiement d'une somme globale et des versements périodiques
39	Periodic financial support order versus lump sum pension benefit	39	Prestation de pension sous forme de somme globale et ordonnance prévoyant des versements périodiques
40	Financial support order for lump sum and periodic payments vs. lump sum pension benefit	40	Cas où la prestation de pension consiste en une somme globale alors que l'ordonnance de soutien financier prévoit le paiement d'une somme globale et des versements périodiques
40.1	Arrears	40.1	Arriérés alimentaires
	General		Dispositions générales
40.2	Designation of Minister	40.2	Désignation du ministre
41	Application to vary amount being diverted or to terminate diversion	41	Requête pour modification de la somme distraite ou pour cessation de la distraction
42	Errors in amounts paid	42	Erreurs dans le calcul des versements
43	Where diversion is less than \$10 per month	43	Cas où la distraction est moindre que 10 \$ par mois
44	Death of recipient	44	Décès du prestataire
45	Offence	45	Infraction
46	Regulations	46	Règlements
47	Information to be made available to the public	47	Accessibilité des renseignements au public
	PART III		PARTIE III
	General Provisions		Dispositions générales
48	Designation of Minister	48	Désignation du ministre

- 49** Research
50 Prohibition
51 Offence and punishment

- 49** Travaux de recherche
50 Interdiction
51 Infraction et peine

SCHEDULE

ANNEXE



R.S.C., 1985, c. G-2

An Act to provide for the garnishment or attachment of Her Majesty in right of Canada, the Senate, House of Commons, Library of Parliament, Office of the Senate Ethics Officer, Office of the Conflict of Interest and Ethics Commissioner, Parliamentary Protective Service and Office of the Parliamentary Budget Officer and for the diversion of pension benefits payable by Her Majesty in right of Canada under certain enactments

L.R.C., 1985, ch. G-2

Loi prévoyant la saisie-arrêt entre les mains de Sa Majesté du chef du Canada, du Sénat, de la Chambre des communes, de la bibliothèque du Parlement, du bureau du conseiller sénatorial en éthique, du bureau du commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique, du Service de protection parlementaire et du bureau du directeur parlementaire du budget et la distraction de prestations de pension allouées par Sa Majesté du chef du Canada en application de certains textes législatifs

Short Title

Short title

1 This Act may be cited as the *Garnishment, Attachment and Pension Diversion Act*.

1980-81-82-83, c. 100, s. 1.

PART I

Garnishment and Attachment Proceedings

Interpretation

Definitions

2 In this Part,

debtor, in respect of a garnishee summons, means the person whose salary or remuneration is sought to be garnished; (*débiteur*)

garnishment includes attachment; (*Version anglaise seulement*)

Her Majesty means Her Majesty in right of Canada; (*Sa Majesté*)

Titre abrégé

Titre abrégé

1 *Loi sur la saisie-arrêt et la distraction de pensions.*

1980-81-82-83, ch. 100, art. 1.

PARTIE I

Procédure en matière de saisie-arrêt

Définitions

Définitions

2 Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente partie.

autorité provinciale S'entend au sens de l'article 2 de la *Loi d'aide à l'exécution des ordonnances et des ententes familiales*. (*provincial enforcement service*)

débiteur Personne dont le traitement ou la rémunération est visé par un bref de saisie-arrêt. (*debtor*)

Minister means the Minister or Ministers designated under section 48; (*ministre*)

order means an agreement relating to maintenance, alimony or support, an order, a judgment or a decision — whether interim or final — that is enforceable in a province; (*ordonnance*)

parliamentary entity means

- (a) the Senate;
- (b) the House of Commons;
- (c) the Library of Parliament;
- (d) the office of the Senate Ethics Officer;
- (e) the office of the Conflict of Interest and Ethics Commissioner;
- (f) the Parliamentary Protective Service; or
- (g) the office of the Parliamentary Budget Officer; (*entité parlementaire*)

provincial enforcement service has the same meaning as in section 2 of the *Family Orders and Agreements Enforcement Assistance Act*; (*autorité provinciale*)

provincial garnishment law means the law of general application of a province relating to garnishment that is in force at the time in question. (*droit provincial en matière de saisie-arrêt*)

R.S., 1985, c. G-2, s. 2; 1997, c. 1, s. 24; 2019, c. 16, s. 82.

Garnishment

Garnishment permitted

3 Despite any law preventing the garnishment of Her Majesty or a parliamentary entity, both may be garnished under this Part.

R.S., 1985, c. G-2, s. 3; 2019, c. 16, s. 83.

Garnishment under Acts of Parliament

3.1 For greater certainty, Her Majesty and parliamentary entities are bound by the law relating to garnishment provided under any Act of Parliament.

2019, c. 16, s. 83.

droit provincial en matière de saisie-arrêt Règles de droit d'application générale d'une province, portant sur la saisie-arrêt et en vigueur au moment envisagé. (*provincial garnishment law*)

entité parlementaire S'entend de l'une ou l'autre des entités suivantes :

- a) le Sénat;
- b) la Chambre des communes;
- c) la bibliothèque du Parlement;
- d) le bureau du conseiller sénatorial en éthique;
- e) le bureau du commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique;
- f) le Service de protection parlementaire;
- g) le bureau du directeur parlementaire du budget. (*parliamentary entity*)

ministre Le ministre ou les ministres désignés en vertu de l'article 48. (*Minister*)

ordonnance Entente alimentaire, ordonnance, jugement ou décision — provisoires ou définitifs — exécutoires dans une province. (*order*)

Sa Majesté Sa Majesté du chef du Canada. (*Her Majesty*)

L.R. (1985), ch. G-2, art. 2; 1997, ch. 1, art. 24; 2019, ch. 16, art. 82.

Saisie-arrêt

Saisie-arrêt permise

3 Malgré toute règle de droit interdisant la saisie-arrêt entre les mains de Sa Majesté ou d'une entité parlementaire, il peut être procédé à des saisies-arrêts entre leurs mains sous le régime de la présente partie.

L.R. (1985), ch. G-2, art. 3; 2019, ch. 16, art. 83.

Saisies-arrêts sous le régime de lois fédérales

3.1 Il est entendu que Sa Majesté et les entités parlementaires sont assujetties aux règles de droit portant sur la saisie-arrêt prévues sous le régime de toute loi fédérale.

2019, ch. 16, art. 83.

DIVISION I

Departments and Certain Crown Corporations

Definitions

4 In this Division,

department has the meaning assigned by paragraphs (a), (a.1), (b) and (d) of the definition **department** in section 2 of the *Financial Administration Act*; (*ministère*)

garnishee summons includes any document that is of a similar nature to a garnishee summons, including a court order and a document in respect of maintenance, alimony or support issued by a provincial enforcement service; (*bref de saisie-arrêt*)

pay period means, in respect of any particular person, the period beginning on the day after the day that is the regular pay-day of the person and ending on the day that is their next regular pay-day; (*période de paye*)

prescribed means prescribed by regulations made under this Division; (*prescrit ou réglementaire*)

salary means

(a) in the case of a judge or protonotary to whom the *Judges Act* applies, the salary payable under that Act, or

(b) in the case of any other person,

(i) the basic pay payable to that person for the performance of the regular duties of a position or office, and

(ii) any amount payable as allowances, special remuneration, payment for overtime or other compensation or as a gratuity,

excluding any amount deemed to be or to have been excluded from that person's salary pursuant to regulations made under paragraph 12(b). (*traitement*)

R.S., 1985, c. G-2, s. 4; 1992, c. 1, s. 141; 2014, c. 39, s. 331; 2019, c. 16, s. 84.

Garnishment of salaries, remuneration

5 Her Majesty is, subject to this Division and any regulation made thereunder, bound by provincial garnishment law in respect of

(a) salaries, and

SECTION I

Ministères et certaines sociétés d'État

Définitions

4 Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente section.

bref de saisie-arrêt Est assimilé au bref de saisie-arrêt tout document de nature comparable, notamment une ordonnance judiciaire et un document en matière alimentaire émanant d'une autorité provinciale. (*garnishee summons*)

ministère S'entend au sens des alinéas a), a.1), b) et d) de la définition de **ministère** à l'article 2 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. (*department*)

période de paye Par rapport à une personne donnée, la période commençant le lendemain de la date normale de paye et se terminant à la date normale de la prochaine paye. (*pay period*)

prescrit ou réglementaire [Abrogée, 2019, ch. 16, art. 84]

traitement À l'exclusion des montants qui sont réputés ne pas faire partie du salaire conformément aux règlements pris en vertu de l'alinéa 12b) :

a) le traitement que la *Loi sur les juges* alloue aux juges ou aux protonotaire qui sont régis par elle;

b) les prestations pécuniaires allouées à toute autre personne :

(i) à titre de rémunération de base pour l'accomplissement des fonctions normales d'un poste,

(ii) à titre d'indemnités, sous forme d'allocations, de rétributions spéciales, de rémunération d'heures supplémentaires ou de gratifications. (*salary*)

L.R. (1985), ch. G-2, art. 4; 1992, ch. 1, art. 141; 2014, ch. 39, art. 331; 2019, ch. 16, art. 84.

Saisie de traitements, rémunération

5 Sous réserve des autres dispositions de la présente section et de ses règlements d'application, Sa Majesté est assujettie au droit provincial en matière de saisie-arrêt en ce qui concerne les sommes ci-après à payer aux juges et aux protonotaire régis par la *Loi sur les juges* ou à payer à toute autre personne physique pour le compte des

(b) remuneration as fees, honoraria or other payments of like import, in respect of any office or position or in respect of the performance of any services payable to judges and prothonotaries to whom the *Judges Act* applies, or payable to any other person, excluding corporations, on behalf of a department or by a Crown corporation prescribed under paragraph 12(c) for the purposes of this Division.

R.S., 1985, c. G-2, s. 5; 2014, c. 39, s. 332.

ministères ou par une société d'État désignée en vertu de lalinéa 12c) :

a) les traitements;

b) la rémunération versée à titre d'honoraires ou autres indemnités de même nature, pour l'accomplissement de services ou l'exercice de fonctions.

L.R. (1985), ch. G-2, art. 5; 2014, ch. 39, art. 332.

Service binds Her Majesty

6 (1) Subject to this Division, service on Her Majesty of a garnishee summons, together with a copy of the order against a debtor and an application in the prescribed form, binds Her Majesty 15 days after the day on which those documents are served.

Opposabilité à Sa Majesté

6 (1) Sous réserve des autres dispositions de la présente section, le bref de saisie-arrêt, accompagné de la demande présentée selon la forme réglementaire et de la copie de l'ordonnance visant le débiteur, devient opposable à Sa Majesté quinze jours après la signification de ces documents.

Date d'effet

(2) Le bref de saisie-arrêt ne produit ses effets que s'il a été signifié à Sa Majesté dans les quarante-cinq jours suivant la date à compter de laquelle il pouvait valablement l'être.

Fin de l'opposabilité

(3) Le bref de saisie-arrêt cesse d'être opposable à Sa Majesté après les délais et dans les circonstances précisés par règlement.

L.R. (1985), ch. G-2, art. 6; 1997, ch. 1, art. 25; 2019, ch. 16, art. 85.

When service is effective

(2) A garnishee summons served on Her Majesty is of no effect unless it is served on Her Majesty in the first 45 days following the first day on which it could have been validly served on Her Majesty.

Her Majesty no longer bound

(3) The garnishee summons ceases to bind Her Majesty after the periods and in the circumstances specified in the regulations.

R.S., 1985, c. G-2, s. 6; 1997, c. 1, s. 25; 2019, c. 16, s. 85.

Lieu de la signification

7 (1) Les documents relatifs à une saisie-arrêt prévue par la présente section doivent être signifiés à Sa Majesté au lieu indiqué dans les règlements.

Modes de signification

(2) En plus des modes de signification prévus par le droit d'une province, la signification de documents à Sa Majesté en vertu du paragraphe (1) peut se faire de toute manière réglementaire.

(3) [Abrogé, 2019, ch. 16, art. 86]

L.R. (1985), ch. G-2, art. 7; 2019, ch. 16, art. 86.

Method of service on Her Majesty

(2) In addition to any method of service permitted by the law of a province, service of documents on Her Majesty under subsection (1) may be effected by any prescribed method.

(3) [Repealed, 2019, c. 16, s. 86]

R.S., 1985, c. G-2, s. 7; 2019, c. 16, s. 86.

Moneys bound by service of garnishee summons

8 For the purposes of garnishment proceedings permitted by this Division, service of a garnishee summons binds Her Majesty in respect of the following money to be paid by Her Majesty to the debtor named in the garnishee summons:

Sommes frappées d'indisponibilité par la signification du bref de saisie-arrêt

8 Pour les besoins de toute procédure de saisie-arrêt prévue par la présente section, la signification à Sa Majesté du bref de saisie-arrêt frappe d'indisponibilité les sommes suivantes dont elle est redevable envers le débiteur mentionné dans le bref :

a) dans le cas d'un traitement :

(i) the salary to be paid, no later than the last day of the second pay period following the pay period in which Her Majesty is bound by the garnishee summons, and

(ii) where the garnishee summons has continuing effect under the law of the province, the salary to be paid on the last day of each subsequent pay period; or

(b) in the case of remuneration described in paragraph 5(b),

(i) the remuneration payable, in respect of the department or Crown corporation named in the application referred to in section 6, on the fifteenth day following the day on which Her Majesty is bound by the garnishee summons, and

(ii) either

(A) any remuneration becoming payable in respect of that department or Crown corporation in the thirty days following the fifteenth day after the day on which Her Majesty is bound by the garnishee summons that is owing on that fifteenth day or that becomes owing in the fourteen days following that fifteenth day, or

(B) where the garnishee summons has continuing effect under the law of the province, any remuneration becoming payable in respect of that department or Crown corporation subsequent to the fifteenth day after the day on which Her Majesty is bound by the garnishee summons.

R.S., 1985, c. G-2, s. 8; 1997, c. 1, s. 26; 2019, c. 16, s. 87.

9 [Repealed, 1997, c. 1, s. 26]

Time period for Her Majesty's response to a garnishee summons

10 Her Majesty has the following time period within which to respond to a garnishee summons:

(a) in the case of a salary, fifteen days, or such lesser number of days as is prescribed, after the last day of the second pay period next following the pay period in which Her Majesty is bound by the garnishee summons; or

(b) in the case of remuneration described in paragraph 5(b), fifteen days, or such lesser number of days as is prescribed, after the day on which the remuneration is garnished.

R.S., 1985, c. G-2, s. 10; 1997, c. 1, s. 27; 2019, c. 16, s. 88(F).

(i) le traitement payable au plus tard le dernier jour de la deuxième période de paye qui suit celle au cours de laquelle le bref de saisie-arrêt devient opposable à Sa Majesté,

(ii) lorsqu'en vertu du droit de la province en question la saisie-arrêt produit des effets continus, le traitement payable le dernier jour de chaque période de paye subséquente;

b) dans le cas d'une rémunération visée à l'alinéa 5b) :

(i) la rémunération qui incombe au ministère ou à la société d'État mentionnée dans la demande prévue à l'article 6, à compter du quinzième jour suivant celui où le bref de saisie-arrêt devient opposable à Sa Majesté,

(ii) l'une des rémunérations suivantes :

(A) la rémunération qui incombe à ce ministère ou à cette société d'État, dans les trente jours suivant le quinzième jour suivant celui où le bref de saisie-arrêt devient opposable à Sa Majesté et dont le terme est échu ce quinzième jour ou arrive à échéance dans les quatorze jours suivant ce quinzième jour,

(B) lorsqu'en vertu du droit de la province en question la saisie-arrêt produit des effets continus, la rémunération qui incombe à ce ministère ou à cette société d'État postérieurement au quinzième jour suivant celui où le bref de saisie-arrêt devient opposable à Sa Majesté.

L.R. (1985), ch. G-2, art. 8; 1997, ch. 1, art. 26; 2019, ch. 16, art. 87.

9 [Abrogé, 1997, ch. 1, art. 26]

Délai imparti à Sa Majesté pour donner suite

10 Sa Majesté dispose, pour donner suite au bref de saisie-arrêt, des délais suivants :

a) dans le cas d'un traitement, quinze jours — ou le délai plus court prévu par les règlements d'application — à compter du dernier jour de la deuxième période de paye suivant celle durant laquelle le bref de saisie-arrêt lui devient opposable;

b) dans le cas d'une rémunération visée à l'alinéa 5b), quinze jours — ou le délai plus court prévu par les règlements d'application — à compter du jour suivant celui où la rémunération fait l'objet de la saisie-arrêt.

L.R. (1985), ch. G-2, art. 10; 1997, ch. 1, art. 27; 2019, ch. 16, art. 88(F).

- (a)** specifying the place where service of documents on Her Majesty must be effected in connection with garnishment proceedings permitted by this Division;
- (a.1)** respecting methods of service of documents and providing for the day on which service of documents on Her Majesty is deemed to be effected;
- (b)** deeming, for the purposes of the definition **salary** in section 4, any amount to be or to have been excluded from a person's salary;
- (b.1)** specifying periods and circumstances for the purpose of subsection 6(3);
- (c)** prescribing Crown corporations for the purposes of this Division; and
- (d)** prescribing any other matters that are by this Division to be prescribed.

R.S., 1985, c. G-2, s. 12; 2019, c. 16, s. 90.

Information to be made available to public

13 The Minister shall cause information on the manner of commencing garnishment proceedings permitted by this Division to be made available throughout Canada in such a manner that the public will have reasonable access thereto.

1980-81-82-83, c. 100, s. 13.

DIVISION II

Crown Corporations not Covered by Division I

Crown corporations

14 (1) Subject to subsection (2), in respect of moneys payable by Crown corporations not prescribed under paragraph 12(c) for the purposes of Division I, Her Majesty is bound by provincial garnishment law.

Idem

(2) In respect of Crown corporations to which subsection (1) applies that are prescribed under subsection (3) for the purposes of this subsection, Her Majesty is not bound by provincial garnishment law in relation to a "pension benefit" as defined in Part II.

- a)** indiquer le lieu où les documents relatifs à une saisie-arrêt pratiquée sous le régime de la présente section doivent être signifiés à Sa Majesté;
- a.1)** régir les modes de signification de documents et prévoir la date à laquelle la signification de documents à Sa Majesté est réputée effectuée;
- b)** désigner, pour l'application de la définition de **traitement** à l'article 4, tout montant réputé exclu du salaire d'une personne;
- b.1)** préciser, pour l'application du paragraphe 6(3), les délais et les circonstances;
- c)** désigner les sociétés d'État à propos desquelles s'applique la présente section;
- d)** prendre toute mesure d'ordre réglementaire prévue par la présente section.

L.R. (1985), ch. G-2, art. 12; 2019, ch. 16, art. 90.

Accessibilité des renseignements au public

13 Le ministre est tenu de mettre à la disposition du public sur toute l'étendue du territoire canadien les renseignements sur les modalités d'introduction des procédures de saisie-arrêt prévues par la présente section, de manière que ces renseignements soient commodément accessibles à tout individu.

1980-81-82-83, ch. 100, art. 13.

SECTION II

Sociétés d'État non visées par la section I

Sociétés d'État

14 (1) Sous réserve du paragraphe (2), Sa Majesté, en ce qui a trait aux sommes dont sont redevables les sociétés d'État non visées aux règlements pris en vertu de l'alinéa 12c) pour les besoins de la section I, est assujettie au droit provincial en matière de saisie-arrêt.

Idem

(2) Sa Majesté n'est pas assujettie au droit provincial en matière de saisie-arrêt en ce qui a trait aux **prestations de pension** définies à la partie II dans le cas de sociétés d'État auxquelles s'applique le paragraphe (1) et qui sont désignées dans les règlements pris en vertu du paragraphe (3) en vue de l'application du présent paragraphe.

Regulations

(3) The Governor in Council may, on the recommendation of the Minister, make regulations prescribing Crown corporations for the purposes of subsection (2).

1980-81-82-83, c. 100, s. 14.

DIVISION III

Canadian Forces

Canadian Forces

15 In respect of pay and allowances payable to members of the Canadian Forces, Her Majesty is bound by provincial garnishment law to the extent, in the manner, and subject to the terms and conditions that may be provided by or under regulations made under the *National Defence Act*.

R.S., 1985, c. G-2, s. 15; 2019, c. 16, s. 91.

DIVISION IV

Parliamentary Entities

Definitions

16 In this Division,

garnishee summons includes any document that is of a similar nature to a garnishee summons, including a court order and a document in respect of maintenance, alimony or support issued by a provincial enforcement service; (*bref de saisie-arrêt*)

pay period means, in respect of any particular person, the period beginning on the day after the day that is the regular pay-day of the person and ending on the day that is their next regular pay-day; (*période de paye*)

prescribed means prescribed by regulations made under this Division; (*prescrit ou réglementaire*)

salary means

(a) in the case of a member of the Senate or House of Commons, all moneys payable under the *Parliament of Canada Act*, the *Salaries Act* and any appropriation Act, other than moneys not included in computing the member's income for the purposes of Part I of the *Income Tax Act*, or

(b) in the case of the staff of a parliamentary entity or the staff of members of the Senate or House of Commons, or in the case of any other person paid out of

Règlements

(3) Le gouverneur en conseil peut, sur recommandation du ministre et par règlement, désigner les sociétés d'État à propos desquelles s'applique le paragraphe (2).

1980-81-82-83, ch. 100, art. 14.

SECTION III

Forces canadiennes

Forces canadiennes

15 Sous réserve des modalités prévues sous le régime des règlements pris en vertu de la *Loi sur la défense nationale*, Sa Majesté, en ce qui a trait à la solde et aux allocations dues aux membres des Forces canadiennes, est assujettie au droit provincial en matière de saisie-arrêt.

L.R. (1985), ch. G-2, art. 15; 2019, ch. 16, art. 91.

SECTION IV

Entités parlementaires

Définitions

16 Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente section.

bref de saisie-arrêt Est assimilé au bref de saisie-arrêt tout document de nature comparable, notamment une ordonnance judiciaire et un document en matière alimentaire émanant d'une autorité provinciale. (*garnishee summons*)

période de paye Par rapport à une personne donnée, la période commençant le lendemain de la date normale de paye et se terminant à la date normale de la prochaine paye. (*pay period*)

prescrit ou réglementaire [Abrogée, 2019, ch. 16, art. 93]

traitement À l'exclusion des montants qui sont réputés ne pas faire partie du salaire conformément aux règlements pris en vertu de lalinéa 24b) :

a) les prestations pécuniaires auxquelles ont droit les sénateurs et les députés en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada*, de la *Loi sur les traitements* et d'une loi de crédits, sauf celles qui sont exclues du calcul de leur revenu en application de la partie I de la *Loi de l'impôt sur le revenu*;

b) les prestations pécuniaires allouées au personnel d'une entité parlementaire, au personnel des

moneys appropriated by Parliament for use by a parliamentary entity,

- (i) the basic pay payable to a person for the performance of the regular duties of a position or office, and
- (ii) any amount payable as allowances, special remuneration, payment for overtime or other compensation or as a gratuity,

excluding any amount deemed to be or to have been excluded from that person's salary pursuant to regulations made under paragraph 24(b). (*traitement*)

R.S., 1985, c. G-2, s. 16; 2004, c. 7, s. 10; 2006, c. 9, s. 10; 2015, c. 36, s. 127; 2017, c. 20, s. 162; 2019, c. 16, s. 93.

Garnishment of salaries, remuneration

17 Each parliamentary entity is, subject to this Division and any regulation made under it, bound by provincial garnishment law in respect of

- (a) salaries; and
- (b) remuneration to persons, excluding corporations, as fees, honoraria or other payments of like import, in respect of any office or position or in respect of the performance of any services.

R.S., 1985, c. G-2, s. 17; 2004, c. 7, s. 11; 2006, c. 9, s. 11; 2015, c. 36, s. 128; 2017, c. 20, s. 163; 2019, c. 16, s. 94.

Service binding

18 (1) Subject to this Division, service on a parliamentary entity of a garnishee summons, together with a copy of the order against a debtor and an application in the prescribed form, binds the parliamentary entity, 15 days after the day on which those documents are served.

When service is effective

(2) A garnishee summons served on the parliamentary entity is of no effect unless it is served in the first 45 days following the first day on which it could have been validly served.

Parliamentary entity no longer bound

(3) The garnishee summons ceases to bind the parliamentary entity after the periods and in the circumstances specified in the regulations.

R.S., 1985, c. G-2, s. 18; 1997, c. 1, s. 29; 2004, c. 7, s. 12; 2006, c. 9, s. 12; 2015, c. 36, s. 129; 2017, c. 20, s. 164; 2019, c. 16, s. 95.

sénateurs ou des députés ou à toute autre personne rémunérée sur les deniers affectés par le Parlement à l'usage d'une entité parlementaire :

- (i) à titre de rémunération de base pour l'accomplissement des fonctions normales d'un poste,
- (ii) à titre d'indemnités, sous forme d'allocations, de rétributions spéciales, de rémunération d'heures supplémentaires ou de gratifications. (*salary*)

L.R. (1985), ch. G-2, art. 16; 2004, ch. 7, art. 10; 2006, ch. 9, art. 10; 2015, ch. 36, art. 127; 2017, ch. 20, art. 162; 2019, ch. 16, art. 93.

Saisie de traitements, rémunération

17 Sous réserve de la présente section et de ses règlements d'application, toute entité parlementaire est assujettie au droit provincial en matière de saisie-arrêt en ce qui concerne les sommes suivantes :

- a) les traitements;
- b) la rémunération versée à des personnes physiques à titre d'honoraires ou autres indemnités de même nature, pour l'accomplissement de services ou l'exercice de fonctions.

L.R. (1985), ch. G-2, art. 17; 2004, ch. 7, art. 11; 2006, ch. 9, art. 11; 2015, ch. 36, art. 128; 2017, ch. 20, art. 163; 2019, ch. 16, art. 94.

Opposabilité

18 (1) Sous réserve des autres dispositions de la présente section, le bref de saisie-arrêt, accompagné de la demande présentée selon la forme réglementaire et de la copie de l'ordonnance visant le débiteur, devient opposable à toute entité parlementaire quinze jours après la signification, à cette dernière, de ces documents.

Date d'effet

(2) Le bref de saisie-arrêt ne produit ses effets que s'il a été signifié à l'entité parlementaire dans les quarante-cinq jours suivant la date à compter de laquelle il pouvait valablement l'être.

Fin de l'opposabilité

(3) Le bref de saisie-arrêt cesse d'être opposable à l'entité parlementaire après les délais et dans les circonstances précisées par règlement.

L.R. (1985), ch. G-2, art. 18; 1997, ch. 1, art. 29; 2004, ch. 7, art. 12; 2006, ch. 9, art. 12; 2015, ch. 36, art. 129; 2017, ch. 20, art. 164; 2019, ch. 16, art. 95.

No execution

26 No execution shall issue on an order made against a parliamentary entity in garnishment proceedings permitted by this Part.

R.S., 1985, c. G-2, s. 26; 2004, c. 7, s. 17; 2006, c. 9, s. 17; 2015, c. 36, s. 135; 2017, c. 20, s. 170; 2019, c. 16, s. 100.

DIVISION V

General

Inconsistency between federal and provincial law

27 In the event of any inconsistency between this Part, any other Act of Parliament or a regulation made under this Part or under any other Act of Parliament, and the provincial garnishment law, the provincial garnishment law is overridden to the extent of the inconsistency.

1980-81-82-83, c. 100, s. 17.

Ranking of Her Majesty

27.1 Her Majesty ranks in priority over the party that instituted the garnishment proceedings permitted under this Part with respect to any moneys that are payable to the debtor even though a garnishee summons in respect of those moneys has been served on Her Majesty or a parliamentary entity and the amount of the indebtedness may be recovered or retained in any manner authorized by law when a debtor is indebted

(a) to Her Majesty; or

(b) to Her Majesty in right of a province on account of taxes payable to any province and an agreement exists between Canada and the province under which Canada is authorized to collect the tax on the province's behalf.

2019, c. 16, s. 101.

Priority of garnishee summons

27.2 Subject to section 27.1, in the application of this Part, a garnishee summons for a maintenance, alimony or support obligation shall be honoured before any other garnishee summons.

2019, c. 16, s. 101.

No execution against Her Majesty

28 No execution shall issue on an order made against Her Majesty in garnishment proceedings permitted by this Part.

R.S., 1985, c. G-2, s. 28; 2019, c. 16, s. 101.

Absence d'exécution forcée

26 L'ordonnance rendue contre une entité parlementaire à la suite d'une saisie-arrêt pratiquée sous le régime de la présente partie n'est pas susceptible d'exécution forcée.

L.R. (1985), ch. G-2, art. 26; 2004, ch. 7, art. 17; 2006, ch. 9, art. 17; 2015, ch. 36, art. 135; 2017, ch. 20, art. 170; 2019, ch. 16, art. 100.

SECTION V

Dispositions générales

Incompatibilité entre le droit fédéral et le droit d'une province

27 Les dispositions de la présente partie et de toute autre loi fédérale et de leurs règlements d'application l'emportent sur les dispositions incompatibles du droit provincial en matière de saisie-arrêt.

1980-81-82-83, ch. 100, art. 17.

Rang des créances de la Couronne

27.1 Si un débiteur est endetté envers Sa Majesté — ou envers Sa Majesté du chef d'une province quant à des impôts à payer à une province et le Canada est autorisé, par accord avec cette province, à percevoir ces impôts en son nom — Sa Majesté a une créance qui prend rang avant celle de la partie ayant engagé la procédure de saisie-arrêt au titre de la présente partie sur les sommes à payer au débiteur bien qu'un bref de saisie-arrêt relativement à ces sommes ait été signifié à Sa Majesté ou à une entité parlementaire, selon le cas; la somme due peut être reçue ou retenue conformément à la loi.

2019, ch. 16, art. 101.

Priorité

27.2 Sous réserve de l'article 27.1, il faut, pour l'application de la présente partie, satisfaire au bref de saisie-arrêt visant une obligation alimentaire avant de satisfaire à tout autre bref de saisie-arrêt.

2019, ch. 16, art. 101.

Absence d'exécution forcée

28 L'ordonnance rendue contre Sa Majesté à la suite d'une saisie-arrêt pratiquée sous le régime de la présente partie n'est pas susceptible d'exécution forcée.

L.R. (1985), ch. G-2, art. 28; 2019, ch. 16, art. 101.

Regulations

29 The Governor in Council may,

(a) on the recommendation of the Minister, make regulations generally for carrying out the purposes and provisions of Divisions I, II and III; and

(b) on the recommendation of the Minister, made after consultation between the Minister and the Speaker of the Senate and the Speaker of the House of Commons, make regulations generally for carrying out the purposes and provisions of Division IV.

1980-81-82-83, c. 100, s. 19, c. 171, s. 7.

Prohibition

30 No employee shall be dismissed, suspended or laid off solely on the ground that garnishment proceedings permitted by this Part may be or have been taken with respect to that employee.

R.S., 1985, c. G-2, s. 30; 2019, c. 16, s. 102(E).

PART II

Diversion of Pension Benefits to Satisfy Financial Support Orders

Application of Part

Application

31 This Part applies only in respect of the enforcement of financial support orders against pension benefits that are payable under the enactments listed in the schedule.

R.S., 1985, c. G-2, s. 31; 2019, c. 16, s. 104.

Interpretation

Definitions

32 (1) In this Part,

applicant means a person by or on behalf of whom an application is made to the Minister for a diversion of a pension benefit under this Part; (*requérant*)

application [Repealed, 2019, c. 16, s. 105]

financial support order means, subject to subsection (2), an order, judgment, decision or agreement for maintenance, alimony or support — whether interim or final

Règlements

29 Le gouverneur en conseil peut, d'une façon générale, sur recommandation du ministre et par règlement :

a) prendre toute mesure nécessaire à l'application des sections I, II et III;

b) après consultation par le ministre du président du Sénat et du président de la Chambre des communes, prendre toute mesure nécessaire à l'application de la section IV.

1980-81-82-83, ch. 100, art. 19, ch. 171, art. 7.

Interdiction

30 Il est interdit de congédier, de suspendre ou de mettre à pied un employé pour le seul motif qu'il a fait ou peut faire l'objet d'une saisie-arrêt sous le régime de la présente partie.

L.R. (1985), ch. G-2, art. 30; 2019, ch. 16, art. 102(A).

PARTIE II

Distraction de prestations de pension pour l'exécution d'ordonnances de soutien financier

Application de la présente partie

Application

31 La présente partie s'applique uniquement en matière d'exécution des ordonnances de soutien financier visant les prestations de pension allouées en vertu de tout texte législatif figurant à l'annexe.

L.R. (1985), ch. G-2, art. 31; 2019, ch. 16, art. 104.

Définitions

Définitions

32 (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente partie.

autorité provinciale S'entend au sens de l'article 2 de la *Loi d'aide à l'exécution des ordonnances et des ententes familiales*. (*provincial enforcement service*)

ministre Le ministre ou les ministres désignés en vertu de l'article 40.2. (*Minister*)

other person whose entitlement to the benefit is based on their status as a survivor of the person who was originally entitled to the benefit or would have been entitled to it had death not intervened, or

- (b) in respect of a benefit referred to in subparagraph (a)(viii) or (ix) of the definition *pension benefit*, a person who is entitled to the benefit. (*prestataire*)

Financial support order

(2) For the purposes of this Part, the Minister shall disregard a component of a financial support order the dollar value of which cannot be readily ascertained from the financial support order itself or from the Minister's records relating to the recipient's pension benefit.

Interpretation of the provincial law

(3) With respect to the expression "the law of that province" in paragraphs 36(c) and (e), where the law of the province refers to the percentage or the maximum percentage of a pension that is to be or may be garnished, attached or diverted, the reference to "pension", or equivalent expression, in the law of the province shall be construed, for the purpose of this Part, to mean "net pension benefit" as defined in this section.

Interpretation of financial support orders

(4) Where a financial support order is expressed in terms of a percentage of a recipient's pension, the reference to "pension", or equivalent expression, in the financial support order shall be construed, for the purpose of this Part, to mean "net pension benefit" as defined in this section.

R.S., 1985, c. G-2, s. 32; R.S., 1985, c. 3 (2nd Supp.), s. 29; 1997, c. 1, s. 32; 2000, c. 12, s. 120; 2019, c. 16, s. 105.

Conditions for Diversion of Pension Benefits

Application for diversion

33 (1) Subject to this Part and the regulations, a person named in a financial support order may make an application to the Minister for diversion of a pension benefit payable to a recipient if

- (a) the order is valid and subsisting; and

prestation nette de pension Prestation de pension moins les déductions réglementaires. (*net pension benefit*)

requérant Personne par qui — ou au nom de qui — une requête aux fins de distraction des prestations de pension est présentée au ministre en vertu de la présente partie. (*applicant*)

requête [Abrogée, 2019, ch. 16, art. 105]

Sa Majesté Sa Majesté du chef du Canada. (*Her Majesty*)

Cas où il n'est pas tenu compte d'une ordonnance de soutien financier

(2) Pour l'application de la présente partie, le ministre ne tient aucun compte de la partie d'une ordonnance de soutien financier qui alloue un montant qui ne peut être aisément déterminé aux termes de l'ordonnance ou d'après ses dossiers relatifs aux prestations de pension du prestataire.

Interprétation de la loi provinciale

(3) Lorsque, dans le contexte des alinéas 36c) et e), le droit d'une province indique un pourcentage ou le pourcentage maximal d'une pension sujet à saisie-arrêt ou à distraction, le terme « pension » — ou expression équivalente — doit s'entendre, pour l'application de la présente partie, au sens de la définition de ***prestation nette de pension*** figurant au présent article.

Interprétation des ordonnances de soutien financier

(4) Lorsqu'une ordonnance de soutien financier fait état d'un pourcentage de la pension du prestataire, le terme « pension » — ou expression équivalente — doit s'entendre, pour l'application de la présente partie, au sens de la définition de ***prestation nette de pension*** figurant au présent article.

L.R. (1985), ch. G-2, art. 32; L.R. (1985), ch. 3 (2^e suppl.), art. 29; 1997, ch. 1, art. 32; 2000, ch. 12, art. 120; 2019, ch. 16, art. 105.

Conditions de la distraction de prestations de pension

Requête

33 (1) Sous réserve des autres dispositions de la présente partie et des règlements, toute personne désignée dans une ordonnance de soutien financier peut présenter au ministre une requête aux fins de distraction des prestations de pension d'un prestataire si les conditions suivantes sont réunies :

(b) the person against whom the order has been made is a recipient.

a) l'ordonnance est valide et exécutoire;

b) la personne contre laquelle l'ordonnance a été rendue est un prestataire.

Representation

(2) The application may be made, in accordance with the regulations, on behalf of a person by any other person or by a provincial enforcement service.

Représentation

(2) La requête peut être présentée, conformément aux règlements, au nom d'une personne par toute autre personne ou par une autorité provinciale.

Contents of application

(2.1) The application must contain the prescribed information and be accompanied by the prescribed documents.

Contenu de la requête

(2.1) La requête contient les renseignements réglementaires et est accompagnée des documents réglementaires.

Arrears of maintenance, alimony or support

(2.2) A provincial enforcement service may, in respect of an application referred to in subsection (1), submit a document to the Minister that sets out a recipient's arrears of maintenance, alimony or support and any prescribed information.

État des arriérés alimentaires

(2.2) L'autorité provinciale peut fournir au ministre, à l'égard de la requête visée au paragraphe (1), un document faisant état des arriérés alimentaires du prestataire et contenant les renseignements réglementaires.

Diversion of pension benefits

(3) The Minister shall, not later than the first day of the fourth month after the month in which the Minister receives the duly completed application, divert an amount or amounts computed in accordance with sections 36 to 40 and the regulations from any net pension benefit that is payable to the recipient named in the application, and any amount so diverted shall be paid, subject to subsection (4), to the applicant, to any other person designated for that purpose in the financial support order or to a provincial enforcement service if the law of the province permits payment to it.

Distraction de prestations de pension

(3) Au plus tard le premier jour du quatrième mois suivant celui où le ministre reçoit la requête dûment établie, celui-ci distrait de la prestation nette de pension revenant au prestataire concerné la ou les sommes calculées conformément aux articles 36 à 40 et aux règlements et, sous réserve du paragraphe (4), les verse au requérant, à toute autre personne désignée à cette fin dans l'ordonnance de soutien financier ou à l'autorité provinciale si le droit de la province en cause autorise celle-ci à les recevoir.

Where applicant under 18 years of age

(4) Where, pursuant to this section, a diverted amount is to be paid to an applicant who is under eighteen years of age, payment thereof shall instead be made to the person having the custody and control of that applicant or, where there is no person having custody and control of that applicant, to such person as the Minister may direct.

Cas du requérant âgé de moins de dix-huit ans

(4) Au cas où le montant distrait conformément au présent article doit être versé à un requérant âgé de moins de dix-huit ans, le versement est effectué à la personne qui a la garde ou la surveillance du requérant ou, à défaut, à la personne désignée par le ministre.

L.R. (1985), ch. G-2, art. 33; 2000, ch. 12, art. 121; 2019, ch. 16, art. 106.

Minister to notify recipient where a diversion is to be made

34 (1) Forthwith after receiving a duly completed application, the Minister shall cause a written notification, containing the prescribed information, to be sent in prescribed manner to the recipient named in the application, at the recipient's latest known address, advising that an application for diversion of the recipient's pension benefit has been received and that a diversion will be made in accordance with this Part.

Avis du ministre au prestataire affecté

34 (1) Dès réception d'une requête dûment établie, le ministre fait envoyer au prestataire concerné, à sa dernière adresse connue, un avis écrit assorti des renseignements réglementaires, l'informant qu'une requête aux fins de distraction de ses prestations de pension a été reçue et qu'il y sera donné suite conformément à la présente partie.

Recipient deemed to have received notification

(2) The notification required under subsection (1) shall be deemed to have been received by the recipient one month after it has been sent to the recipient.

1980-81-82-83, c. 100, s. 24.

Conditions for diversion of pension benefits

35 No diversion of pension benefits under this Part shall be made unless the amount to be diverted is at least

- (a)** twenty-five dollars per annum, in the case of periodic diversion payments; or
- (b)** twenty-five dollars, in the case of a lump sum diversion payment.

R.S., 1985, c. G-2, s. 35; 1997, c. 1, s. 33.

Where pension benefit not immediately payable — *Public Service Superannuation Act*

35.1 (1) Where a person against whom there is a valid and subsisting financial support order

- (a)** has ceased to be employed in the public service,
- (b)** is not a recipient but has exercised an option for a deferred annuity under any of sections 12 to 13.001 of the *Public Service Superannuation Act* or is entitled to do so, and
- (c)** has reached 50 years of age but has not yet reached 60 years of age, if the person has exercised an option under section 12 or 13 of the *Public Service Superannuation Act* or is entitled to do so, or has reached 55 years of age but has not yet reached 65 years of age, if the person has exercised an option under section 12.1 or 13.001 of that Act or is entitled to do so,

a person entitled to support under the financial support order may apply for an order under subsection (2) to any court in Canada that has jurisdiction to make a financial support order.

Pension benefit not immediately payable — Canadian Forces

(1.1) A person who is entitled to support under a valid and subsisting financial support order may apply for an order under subsection (2) to any court in Canada that has jurisdiction to make a financial support order if the person against whom the financial support order is made

Prestataire réputé avoir reçu l'avis

(2) L'avis visé au paragraphe (1) est réputé avoir été reçu par le prestataire un mois après son envoi.

1980-81-82-83, ch. 100, art. 24.

Requête aux fins de distraction de prestations de pension

35 La distraction des prestations de pension ne peut se faire sous le régime de la présente partie que si le montant à distraire est d'au moins :

- a)** vingt-cinq dollars par an en cas de distraction comportant des versements périodiques;
- b)** vingt-cinq dollars en cas de distraction consistant en un versement global.

L.R. (1985), ch. G-2, art. 35; 1997, ch. 1, art. 33.

Prestations de pension non immédiatement payables — *Loi sur la pension de la fonction publique*

35.1 (1) La personne qui a droit à des aliments au titre d'une ordonnance de soutien financier valide et exécutoire peut demander au tribunal canadien compétent en matière d'ordonnance de soutien financier de rendre, en vertu du paragraphe (2), une ordonnance à l'égard de l'intéressé visé par l'ordonnance de soutien financier si les conditions suivantes sont réunies :

- a)** l'intéressé a cessé d'être employé dans la fonction publique;
- b)** l'intéressé n'est pas un prestataire, mais il a opté pour une pension différée en vertu de l'un des articles 12 à 13.001 de la *Loi sur la pension de la fonction publique*, ou a le droit de le faire;
- c)** l'intéressé a atteint l'âge de cinquante ans sans avoir atteint l'âge de soixante ans, dans le cas où il a exercé l'option — ou avait le droit de le faire — en vertu des articles 12 ou 13 de cette loi, ou, il a atteint l'âge de cinquante-cinq ans sans avoir atteint l'âge de soixante-cinq ans, dans le cas où il l'a exercée — ou avait le droit de le faire — en vertu des articles 12.1 ou 13.001 de cette loi.

Prestations de pension non immédiatement payables — Forces canadiennes

(1.1) La personne qui a droit à des aliments au titre d'une ordonnance de soutien financier valide et exécutoire peut demander au tribunal canadien compétent en matière d'ordonnance de soutien financier de rendre, en vertu du paragraphe (2), une ordonnance à l'égard d'une personne contre laquelle l'ordonnance de soutien financier a été rendue si les conditions suivantes sont réunies :

- (a)** has ceased to be required to make contributions under section 5 of the *Canadian Forces Superannuation Act* or has ceased to be a participant under subsection 5(1) of the *Reserve Force Pension Plan Regulations*;
- (b)** is not a recipient and is entitled to a deferred annuity under section 17 of the *Canadian Forces Superannuation Act* or subsection 44(1) of the *Reserve Force Pension Plan Regulations*; and
- (c)** has reached 50 years of age but has not yet reached 60 years of age.

Order

(2) A court to which an application is made under subsection (1) or (1.1) may make an order deeming the person against whom there is a valid and subsisting financial support order to have exercised an option under any of sections 12 to 13.001 of the *Public Service Superannuation Act*, section 18 of the *Canadian Forces Superannuation Act* or section 45 of the *Reserve Force Pension Plan Regulations* in favour of an annual allowance payable as of the date of the making of the order under this subsection if the court is satisfied that

- (a)** there is an extended pattern of non-payment of the financial support order; and
- (b)** the person making the application has taken reasonable steps to enforce the financial support order through other means.

1997, c. 1, s. 33; 2003, c. 22, s. 225(E); 2012, c. 31, s. 502; 2019, c. 16, s. 107.

Effect of order

35.2 An order made under subsection 35.1(2) shall be deemed for all purposes to have the same effect as if the person to whom the order relates had exercised the option referred to in the order.

1997, c. 1, s. 33.

Provision of information

35.3 On application by a person who is entitled to support under a valid and subsisting financial support order, the Minister shall, in accordance with the regulations, provide the person with the prescribed information concerning any matter related to the making of an application under section 35.1.

1997, c. 1, s. 33; 2019, c. 16, s. 108.

a) la personne en question n'est plus tenue de verser des contributions au titre de l'article 5 de la *Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes* ou a cessé d'être un participant en application du paragraphe 5(1) du *Règlement sur le régime de pension de la force de réserve*;

b) elle n'est pas un prestataire et a droit à une annuité différée au titre de l'article 17 de la *Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes* ou du paragraphe 44(1) du *Règlement sur le régime de pension de la force de réserve*;

c) elle a atteint l'âge de cinquante ans sans avoir atteint l'âge de soixante ans.

Ordonnance

(2) Le tribunal saisi de la demande visée aux paragraphes (1) ou (1.1) peut rendre une ordonnance selon laquelle l'intéressé est présumé avoir opté, en vertu de l'un des articles 12 à 13.001 de la *Loi sur la pension de la fonction publique*, de l'article 18 de la *Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes* ou de l'article 45 du *Règlement sur le régime de pension de la force de réserve*, pour une allocation annuelle payable à compter de la date où l'ordonnance est rendue s'il est convaincu que :

a) d'une part, l'intéressé a manifesté une tendance chronique à se soustraire aux paiements prévus par l'ordonnance de soutien financier;

b) d'autre part, le demandeur a pris des mesures raisonnables pour exécuter l'ordonnance de soutien financier par d'autres moyens.

1997, ch. 1, art. 33; 2003, ch. 22, art. 225(A); 2012, ch. 31, art. 502; 2019, ch. 16, art. 107.

Effets de l'ordonnance

35.2 L'ordonnance rendue au titre du paragraphe 35.1(2) est présumée valoir option par l'intéressé.

1997, ch. 1, art. 33.

Communication de renseignements

35.3 À la demande de la personne qui a droit à des aliments au titre d'une ordonnance de soutien financier valide et exécutoire, le ministre lui communique, conformément aux règlements, les renseignements réglementaires sur tout point relatif à toute demande visée à l'article 35.1.

1997, ch. 1, art. 33; 2019, ch. 16, art. 108.

Representation

35.4 An application under section 35.1 or 35.3 may be made on behalf of a person by any other person or by a provincial enforcement service.

1997, c. 1, s. 33; 2019, c. 16, s. 108.

Amount of Diversion

Rules governing amount of diversion

36 Where

(a) a financial support order provides only for periodic payments and the recipient's pension benefit consists only of periodic payments, or

(b) a financial support order provides only for a lump sum payment and the recipient's pension benefit consists only of a lump sum payment,

the amount to be diverted from the recipient's net pension benefit shall be governed by the following rules:

(c) if the recipient is domiciled in Canada and habitually resident in a province in which there is in force a law of general application permitting garnishment, attachment or diversion of pensions for the enforcement of financial support orders, the amount to be diverted shall be determined in accordance with the law of that province in force at the time of the diversion payment,

(d) if the recipient is domiciled in Canada and habitually resident elsewhere than in a province described in paragraph (c), the amount to be diverted shall be the amount required to satisfy the financial support order, up to a maximum of 50% of the recipient's net pension benefit,

(e) if the recipient is domiciled outside Canada and the applicant is habitually resident in a province described in paragraph (c), the amount to be diverted shall be determined in accordance with the law of that province in force at the time of the diversion payment,

(f) if the recipient is domiciled outside Canada and the applicant is habitually resident in a province other than one described in paragraph (c), the amount to be diverted shall be the amount required to satisfy the financial support order, up to a maximum of 50% of the recipient's net pension benefit, or

(g) if the recipient and the applicant are domiciled outside Canada and are habitually resident outside Canada, the amount to be diverted shall be the amount required to satisfy the financial support order,

Représentation

35.4 Toute demande visée aux articles 35.1 ou 35.3 peut être présentée au nom d'une personne par toute autre personne ou par une autorité provinciale.

1997, ch. 1, art. 33; 2019, ch. 16, art. 108.

Montant des versements

Cas où l'ordonnance de soutien financier et le régime de pension prévoient des versements périodiques et cas où il s'agit de sommes globales

36 Dans le cas où :

a) l'ordonnance de soutien financier prévoit seulement des versements périodiques alors que la prestation de pension ne consiste qu'en des versements périodiques;

b) l'ordonnance de soutien financier prévoit seulement le paiement d'une somme globale alors que la prestation de pension ne consiste qu'en un seul paiement global,

les règles suivantes s'appliquent pour déterminer le montant à distraire de la prestation nette de pension revenant au prestataire :

c) si le prestataire est domicilié au Canada et réside habituellement dans une province où une loi d'application générale permet la saisie-arrêt en exécution d'une ordonnance de soutien financier, le montant est calculé selon le droit de cette province en vigueur au moment du versement résultant de la distraction;

d) si le prestataire est domicilié au Canada et réside habituellement ailleurs que dans une province visée à l'alinéa c), le montant est celui qui a été fixé par l'ordonnance jusqu'à concurrence de cinquante pour cent de la prestation nette de pension du prestataire;

e) si le prestataire est domicilié à l'étranger alors que le requérant réside habituellement dans une province visée à l'alinéa c), le montant est déterminé selon le droit de cette province en vigueur au moment du versement résultant de la distraction;

f) si le prestataire est domicilié à l'étranger alors que le requérant réside habituellement dans une province non visée à l'alinéa c), le montant est celui qui a été fixé par l'ordonnance jusqu'à concurrence de cinquante pour cent de la prestation nette de pension du prestataire;

g) si le prestataire et le requérant sont domiciliés à l'étranger et résident habituellement à l'étranger, le montant est celui qui est nécessaire à l'exécution de

up to a maximum of 50% of the recipient's net pension benefit.

R.S., 1985, c. G-2, s. 36; 1997, c. 1, s. 34; 2019, c. 16, s. 109(E).

Lump sum financial support order vs. periodic pension benefit

37 (1) Where a financial support order provides only for a lump sum payment and the recipient's pension benefit consists only of periodic payments, no diversion shall be made, except as provided in subsection (2).

Circumstances in which diversion shall be made

(2) Where the Minister is of the opinion that it is impossible or impracticable for a financial support order described in subsection (1) to be varied to stipulate periodic payments and the Minister has so notified the applicant and the recipient, a diversion shall be made in the amount of fifty per cent of the recipient's monthly net pension benefit, subject to subsection (3), until

- (a)** the financial support order has been satisfied in full by the diversion; or
- (b)** the Minister is satisfied, on receipt of evidence submitted by the applicant or recipient, that the financial support order has been satisfied in full by other means or is no longer valid and subsisting.

Filing of annual statement

(3) Where a diversion described in subsection (2) is made, the applicant must file annually with the Minister, within the prescribed time, a written statement respecting the applicant's continued entitlement to the diversion, containing the prescribed information, signed by the applicant and witnessed by a person of a prescribed category.

Where subsection (3) not complied with

(4) Where subsection (3) is not complied with, the diversion shall be terminated as of the first day of the month following the expiration of the time prescribed under subsection (3), without prejudice to the applicant's right to re-apply under this Part.

R.S., 1985, c. G-2, s. 37; 2019, c. 16, s. 110(F).

l'ordonnance, jusqu'à concurrence de cinquante pour cent de la prestation nette de pension du prestataire.

L.R. (1985), ch. G-2, art. 36; 1997, ch. 1, art. 34; 2019, ch. 16, art. 109(A).

Cas où la prestation de pension est payable par versements périodiques alors qu'une somme globale est prévue dans l'ordonnance de soutien financier

37 (1) Lorsque l'ordonnance de soutien financier prévoit seulement le versement d'une somme globale alors que la prestation de pension ne consiste qu'en des versements périodiques, il n'est fait aucune distraction, sauf dans les cas prévus au paragraphe (2).

Circonstances dans lesquelles les versements sont faits

(2) Si le ministre estime que l'ordonnance visée au paragraphe (1) ne peut être modifiée afin d'y prévoir des versements périodiques ou qu'il n'est pas pratique de le faire, et qu'il l'a notifié au requérant et au prestataire, il est, sous réserve du paragraphe (3), procédé à une distraction de cinquante pour cent de la prestation mensuelle nette de pension revenant au prestataire jusqu'à ce que l'une des conditions suivantes soit remplie :

- a)** l'ordonnance de soutien financier a été entièrement exécutée par voie de distraction;
- b)** le ministre est convaincu, sur la foi des preuves fournies par le requérant ou le prestataire, que l'ordonnance de soutien financier a été entièrement exécutée par d'autres voies ou n'est plus valide ni exécutoire.

Dépôt annuel d'une déclaration écrite

(3) Lorsque la distraction est faite en vertu du paragraphe (2), le requérant dépose annuellement auprès du ministre, dans le délai réglementaire, une déclaration écrite attestant qu'il est encore habilité à recevoir les sommes distraites, comportant les renseignements réglementaires et signée par lui en présence d'une personne appartenant à une catégorie réglementaire.

Inobservation du par. (3)

(4) En cas d'inobservation du paragraphe (3), la distraction cesse à compter du premier jour du mois qui suit l'expiration du délai prévu au paragraphe (3), étant entendu que la personne qui en bénéficiait conserve le droit de présenter subséquemment une nouvelle requête en vertu de la présente partie.

L.R. (1985), ch. G-2, art. 37; 2019, ch. 16, art. 110(F).

Financial support order providing for lump sum and periodic payments vs. periodic pension benefit

38 Where a financial support order provides for a lump sum payment and for periodic payments and the recipient's pension benefit consists only of periodic payments, the two components of the financial support order shall be treated as follows:

(a) the periodic component of the financial support order shall be dealt with in accordance with the rules in paragraphs 36(c) to (g); and

(b) where

(i) the amount diverted pursuant to paragraph (a) is less than fifty per cent of the recipient's net pension benefit, and

(ii) the maximum that could be diverted pursuant to paragraph (a) as a result of the application of the rules in paragraphs 36(c) to (g) exceeds the amount actually diverted pursuant to paragraph (a),

then, in respect of the excess referred to in subparagraph (ii), section 37 applies, with such modifications as the circumstances require, to the lump sum component of the financial support order, but the application of that section may not raise the total diversion under this Part to more than fifty per cent of the recipient's net pension benefit.

R.S., 1985, c. G-2, s. 38; 1997, c. 1, s. 35.

Periodic financial support order versus lump sum pension benefit

39 (1) If a financial support order provides only for periodic payments and the recipient's pension benefit consists only of a lump sum, the Minister shall, immediately after receiving a duly completed application,

(a) take all reasonable steps to cause payment to the recipient of any portion of the recipient's pension benefit that could be subject to diversion as a result of the application of the rules in paragraphs 36(c) to (g) to be delayed, in accordance with this section; and

(b) cause the applicant to be notified in accordance with the regulations that, unless the financial support order is varied in accordance with this section, it will be treated as a financial support order for a lump sum payment of an amount equal to one periodic payment under the original financial support order.

Cas où la prestation de pension est payable par versements périodiques alors que l'ordonnance de soutien financier prévoit le paiement d'une somme globale et des versements périodiques

38 Dans le cas où l'ordonnance de soutien financier prévoit le paiement d'une somme globale et des versements périodiques alors que la prestation de pension ne consiste qu'en des paiements périodiques, il est procédé comme suit :

a) les règles visées aux alinéas 36c) à g) s'appliquent aux versements périodiques prévus par l'ordonnance de soutien financier;

b) lorsque les conditions suivantes sont réunies :

(i) le montant distrait en vertu de l'alinéa a) est inférieur à cinquante pour cent de la prestation nette de pension,

(ii) le montant maximal qui pourrait être distrait en application des règles prévues aux alinéas 36c) à g) dépasse le montant effectivement distrait en vertu de l'alinéa a),

l'article 37, compte tenu des adaptations de circonstance, s'applique, en ce qui concerne l'excédent visé au sous-alinéa (ii), à la somme globale prévue dans l'ordonnance de soutien financier; toutefois, cette application de l'article 37 ne saurait porter le montant total des distractions effectuées sous le régime de la présente partie au-delà de cinquante pour cent de la prestation nette de pension.

L.R. (1985), ch. G-2, art. 38; 1997, ch. 1, art. 35.

Prestation de pension sous forme de somme globale et ordonnance prévoyant des versements périodiques

39 (1) Immédiatement après avoir reçu une requête dûment établie et fondée sur une ordonnance de soutien financier qui prévoit seulement des versements périodiques alors que la prestation de pension du prestataire est payée en une somme globale, le ministre :

a) prend les mesures voulues pour faire reporter, conformément au présent article, le versement au prestataire de la portion de sa prestation de pension qui pourrait faire l'objet de la distraction en application des règles prévues aux alinéas 36c) à g);

b) fait notifier au requérant, conformément aux règlements, que si l'ordonnance n'est pas modifiée conformément au présent article, elle sera réputée une ordonnance de soutien financier prévoyant le versement d'une somme globale égale à l'un des versements périodiques prévus à l'ordonnance initiale.

Applicant must seek variation of financial support order

(2) Where, within thirty days of receipt by the applicant of the notification referred to in paragraph (1)(b), the Minister is satisfied, on receipt of evidence submitted by the applicant, that the applicant has applied to court for variation of the financial support order to one providing in whole or in part for a lump sum payment, the Minister shall cause payment of the pension benefit to the recipient to be further delayed for a further period not exceeding ninety days.

(3) [Repealed, 2019, c. 16, s. 111]

Where condition not satisfied

(4) Where the evidence referred to in subsection (2) is not received by the Minister within the period mentioned in that subsection, the Minister shall forthwith treat the application for diversion as an application based on a financial support order for the payment of a lump sum equal to the amount of one periodic payment under the original financial support order.

Applicant must submit varied financial support order to Minister

(5) If, within 90 days after receiving the evidence referred to in subsection (2), the Minister receives a copy of a varied financial support order providing in whole or in part for a lump sum payment, the Minister shall proceed with the application for diversion in accordance with this Part.

If condition not satisfied

(6) If a copy of the varied financial support order referred to in subsection (5) is not received by the Minister within the period mentioned in that subsection, the Minister shall treat the application for diversion as an application based on a financial support order for the payment of a lump sum equal to the amount of one periodic payment under the original financial support order.

R.S., 1985, c. G-2, s. 39; 1997, c. 1, s. 36; 2019, ch. 16, s. 111.

Financial support order for lump sum and periodic payments vs. lump sum pension benefit

40 Where a financial support order provides for a lump sum payment and periodic payments and the recipient's pension benefit consists only of a lump sum, the two components of the financial support order shall be treated as follows:

- (a) the lump sum component of the financial support order shall be dealt with in accordance with the rules in paragraphs 36(c) to (g); and

Nécessité de modifier l'ordonnance

(2) Si, dans un délai de trente jours à compter de la réception par le requérant de la notification visée à l'alinéa (1)b), le ministre est convaincu, sur la foi des preuves fournies par le requérant, que celui-ci s'est adressé au tribunal pour faire modifier l'ordonnance de soutien financier de manière qu'elle prévoit le versement d'une somme globale, le ministre fait reporter une nouvelle fois le paiement de la prestation de pension pour une période maximale de quatre-vingt-dix jours.

(3) [Abrogé, 2019, ch. 16, art. 111]

Non-respect des conditions

(4) Si la preuve visée au paragraphe (2) n'est pas présentée au ministre dans le délai qui y est prévu, le ministre considère la requête aux fins de distraction comme une requête fondée sur une ordonnance de soutien financier prévoyant le paiement d'une somme globale égale au montant de l'un des versements périodiques prévus par l'ordonnance initiale.

Nécessité de présenter une ordonnance

(5) Si, dans les quatre-vingt-dix jours suivant la réception de la preuve visée au paragraphe (2), le ministre reçoit la copie d'une ordonnance modifiée prévoyant en tout ou en partie le paiement d'une somme globale, il donne suite à la requête conformément à la présente partie.

Non-respect des conditions

(6) Si la copie de l'ordonnance modifiée visée au paragraphe (5) n'est pas présentée au ministre dans le délai qui y est prévu, celui-ci considère la requête aux fins de distraction comme s'il s'agissait d'une requête fondée sur une ordonnance de soutien financier prévoyant le paiement d'une somme globale égale au montant de l'un des versements périodiques prévus à l'ordonnance initiale.

L.R. (1985), ch. G-2, art. 39; 1997, ch. 1, art. 36; 2019, ch. 16, art. 111.

Cas où la prestation de pension consiste en une somme globale alors que l'ordonnance de soutien financier prévoit le paiement d'une somme globale et des versements périodiques

40 Lorsque l'ordonnance de soutien financier prévoit le paiement d'une somme globale et des versements périodiques alors que la prestation de pension ne consiste qu'en une somme globale, il est procédé ainsi :

- a) les règles prévues aux alinéas 36c) à g) s'appliquent à la somme globale prévue à l'ordonnance;

(b) where the maximum that could be diverted pursuant to paragraph (a) as a result of the application of the rules in paragraphs 36(c) to (g) exceeds the amount actually diverted pursuant to paragraph (a), then, in respect of that excess, section 39 applies, with such modifications as the circumstances require, to the periodic component of the financial support order.

R.S., 1985, c. G-2, s. 40; 1997, c. 1, s. 37.

Arrears

40.1 In the case of a financial support order that is an order or judgment for arrears of payments, despite paragraph 36(d), (f) or (g), subsection 37(2) or section 38, 39 or 40, the amount to be diverted may exceed 50% of the recipient's net pension benefit.

1997, c. 1, s. 38; 2019, c. 16, s. 112.

General

Designation of Minister

40.2 The Governor in Council may, by order, designate one or more federal ministers as the Minister or Ministers for the purposes of any provision of this Part and the enactments set out in items 12 and 16 of the schedule.

2019, c. 16, s. 113.

Application to vary amount being diverted or to terminate diversion

41 (1) When a diversion is being carried out, either the applicant or the recipient may at any time apply to the Minister, in accordance with the regulations, for a variation in the amount being diverted or for termination of the diversion.

When variation or termination effective

(2) Despite a recipient's entitlement under an enactment listed in the schedule, the variation or termination of a diversion is effective only as of the first day of the month after the month in which the Minister receives the duly completed application for variation or termination, as the case may be.

R.S., 1985, c. G-2, s. 41; 2019, c. 16, s. 113.

Errors in amounts paid

42 (1) Where a diversion payment made to an applicant is less than the amount that should have been paid to the applicant pursuant to this Part, the amount of the deficiency

(a) to the extent that it was in error paid to the recipient, is a debt due to Her Majesty by the recipient, and

b) si le montant maximal qui pourrait être distrait en application des règles prévues aux alinéas 36c) à g) dépasse le montant effectivement distrait en vertu de l'alinéa a), l'article 39, compte tenu des adaptations de circonstance, s'applique, en ce qui concerne cet excédent, aux versements périodiques prévus par l'ordonnance de soutien financier.

L.R. (1985), ch. G-2, art. 40; 1997, ch. 1, art. 37.

Arriérés alimentaires

40.1 Malgré les alinéas 36d), f) ou g), le paragraphe 37(2) et les articles 38, 39 ou 40, la somme qui peut être distraite, dans le cas d'une ordonnance de soutien financier qui est une ordonnance ou un jugement visant des arriérés alimentaires, peut dépasser cinquante pour cent de la prestation nette du prestataire.

1997, ch. 1, art. 38; 2019, ch. 16, art. 112.

Dispositions générales

Désignation du ministre

40.2 Le gouverneur en conseil peut, par décret, désigner un ou plusieurs ministres fédéraux à titre de ministres pour l'application d'une ou de plusieurs dispositions de la présente partie ainsi que des textes législatifs figurant aux articles 12 et 16 de l'annexe.

2019, ch. 16, art. 113.

Requête pour modification de la somme distraite ou pour cessation de la distraction

41 (1) Le requérant ou le prestataire peut demander au ministre, selon les modalités réglementaires, de modifier la somme distraite ou de mettre fin à la distraction.

Entrée en vigueur de la modification ou de la cessation

(2) Malgré les prestations de pension auxquelles un prestataire a droit en vertu de tout texte législatif figurant à l'annexe, la modification de la somme distraite ou la cessation de la distraction ne prend effet qu'à compter du premier jour du mois suivant celui où le ministre a reçu une requête dûment établie à cette fin.

L.R. (1985), ch. G-2, art. 41; 2019, ch. 16, art. 113.

Erreurs dans le calcul des versements

42 (1) Lorsque le requérant perçoit, sur distraction, une somme inférieure à celle qui aurait dû lui être versée en application de la présente partie, le moins-perçu :

may be recovered from the recipient by way of deduction from, or set-off or compensation against, future pension benefits to be paid to the recipient; and

(b) to the extent that it was in error retained by Her Majesty, becomes a debt due to the applicant by Her Majesty.

Recovery

(2) If a diversion payment made to an applicant is greater than the amount that should have been paid to the applicant under this Part, the amount of the excess is a debt due to Her Majesty by the applicant and may be recovered from the applicant by way of deduction from, or set-off or compensation against, future diversion payments to be paid to the applicant under this Part.

R.S., 1985, c. G-2, s. 42; 2019, c. 16, s. 114.

Where diversion is less than \$10 per month

43 Where periodic diversion payments under this Part are less than ten dollars per month, the Minister may direct that they be paid in arrears, in equal instalments, either quarterly, semi-annually or annually.

1980-81-82-83, c. 100, s. 33.

Death of recipient

44 Periodic diversion payments shall terminate at the end of the month in which the recipient dies.

1980-81-82-83, c. 100, s. 34.

Offence

45 Every person who makes a false or misleading representation to the Minister in any application or other proceeding under this Part is guilty of an offence punishable on summary conviction.

1980-81-82-83, c. 100, s. 35.

Regulations

46 The Governor in Council may, on the recommendation of the Minister, make regulations

(a) respecting the making of applications on behalf of a person by another person or by a provincial enforcement service under section 33, and respecting the payment of diverted amounts to a person for the benefit of another person or to a provincial enforcement service;

(a.1) respecting documents which must accompany an application made under section 33, which documents may vary according to the applicant and the circumstances specified in the regulations;

a) s'il a été par erreur versé au prestataire, constitue une créance de Sa Majesté recouvrable, à ce titre, auprès du prestataire par voie de déduction ou compensation des sommes devant lui être payées;

b) s'il a été par erreur retenu par Sa Majesté, constitue une créance du requérant sur Sa Majesté.

Recouvrement

(2) Les sommes qui sont payées par Sa Majesté au requérant par voie de distraction qui excèdent celles devant être ainsi payées en application de la présente partie constituent une créance de Sa Majesté recouvrable, à ce titre, auprès du requérant par voie de déduction ou compensation des sommes devant être ainsi payées.

L.R. (1985), ch. G-2, art. 42; 2019, ch. 16, art. 114.

Cas où la distraction est moindre que 10 \$ par mois

43 Lorsque des versements périodiques distraits d'une prestation de pension s'élèvent à moins de dix dollars par mois, le ministre peut ordonner qu'ils soient payés en versements égaux, trimestriellement, semestriellement ou annuellement.

1980-81-82-83, ch. 100, art. 33.

Décès du prestataire

44 Les versements périodiques distraits d'une prestation de pension cessent à la fin du mois du décès du prestataire.

1980-81-82-83, ch. 100, art. 34.

Infraction

45 Quiconque fait des déclarations fausses ou fallacieuses au ministre dans le cadre d'une requête ou de toute autre procédure prévue par la présente partie est coupable d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire.

1980-81-82-83, ch. 100, art. 35.

Règlements

46 Le gouverneur en conseil peut, sur recommandation du ministre, prendre des règlements :

a) concernant la présentation des requêtes, au titre de l'article 33, au nom d'une personne par toute autre personne ou par une autorité provinciale et le versement des sommes distraites à une personne au profit d'une autre ou à une autorité provinciale;

a.1) concernant les documents qui doivent accompagner la présentation des requêtes au titre de l'article 33, lesquels peuvent varier selon la personne présentant la requête et les circonstances précisées dans les règlements;

(a.2) respecting the submission of the document referred to in subsection 33(2.2);

(b) respecting the amount or amounts to be diverted from a recipient's net pension benefit, and respecting the procedure to be followed in any situation not dealt with in sections 36 to 40;

(b.1) respecting the provision of information for the purposes of section 35.3;

(b.2) respecting methods of notification for the purpose of section 39 and providing for the day on which notification is deemed to be effected for the purpose of that section;

(b.3) prescribing the circumstances in which a copy of the financial support order referred to in subsection 39(5) is to be certified;

(c) respecting the grounds for, and the procedure relating to applications for, variations in the amount being diverted or for termination of a diversion;

(d) prescribing anything that by this Part is to be prescribed; and

(e) generally for carrying out the purposes and provisions of this Part.

R.S., 1985, c. G-2, s. 46; 1997, c. 1, s. 39; 2019, c. 16, s. 115.

Information to be made available to the public

47 The Minister shall cause information on the manner of applying for a diversion under this Part to be made available throughout Canada in such a manner that the public will have reasonable access thereto.

1980-81-82-83, c. 100, s. 37.

PART III

General Provisions

Designation of Minister

48 The Governor in Council may, by order, designate one or more federal ministers as the Minister or Ministers for the purposes of any provision of this Part or Part I.

2019, c. 16, s. 116.

Research

49 (1) The Minister may undertake research related to matters governed by this Act.

a.2) concernant l'action de fournir le document visé au paragraphe 33(2.2);

b) concernant, d'une part, la somme à distraire de la prestation nette de pension revenant au prestataire et, d'autre part, la procédure à suivre dans les cas non prévus par les articles 36 à 40;

b.1) concernant la communication des renseignements visés à l'article 35.3;

b.2) concernant les modes de notification pour l'application de l'article 39 et prévoyant la date à laquelle la notification visée à cet article est réputée effectuée;

b.3) prévoyant les circonstances dans lesquelles la copie de l'ordonnance visée au paragraphe 39(5) doit être certifiée;

c) concernant les motifs entraînant la modification de la somme distraite ou la cessation de la distraction, ainsi que les procédures s'y rapportant;

d) prévoyant toute mesure d'ordre réglementaire prévue par la présente partie;

e) prévoyant toute autre mesure d'application de la présente partie.

L.R. (1985), ch. G-2, art. 46; 1997, ch. 1, art. 39; 2019, ch. 16, art. 115.

Accessibilité des renseignements au public

47 Le ministre est tenu de mettre à la disposition du public sur toute l'étendue du territoire canadien les renseignements sur les modalités de présentation des requêtes aux fins de distraction prévues par la présente partie, de manière que ces renseignements soient commodément accessibles à tout individu.

1980-81-82-83, ch. 100, art. 37.

PARTIE III

Dispositions générales

Désignation du ministre

48 Le gouverneur en conseil peut, par décret, désigner un ou plusieurs ministres fédéraux à titre de ministres pour l'application d'une ou de plusieurs dispositions de la présente partie ou de la partie I.

2019, ch. 16, art. 116.

Travaux de recherche

49 (1) Le ministre peut effectuer des travaux de recherche relativement à toute question visée par la présente loi.

Agreement to collect information

(2) The Minister shall not collect information for the purpose of subsection (1) from a parliamentary entity unless the Minister entered into an agreement to do so with the entity in question.

Parliamentary entity

(3) For the purpose of this section, **parliamentary entity** has the same meaning as in section 2.

2019, c. 16, s. 116.

Prohibition

50 An officer or employee of, or person who is hired on a contractual basis by, Her Majesty in right of Canada or a parliamentary entity who obtains **personal information**, as defined in section 3 of the *Privacy Act*, under this Act shall not, except in performing their duties under this Act or if so authorized under another Act of Parliament, knowingly communicate the information or allow it to be communicated to any person, or knowingly allow any person to inspect or have access to any statement or other writing containing the information.

2019, c. 16, s. 116.

Offence and punishment

51 Every person who contravenes section 50 is guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine not exceeding \$1,000 or to imprisonment for a term not exceeding six months, or to both.

2019, c. 16, s. 116.

Entente sur la collecte de renseignements

(2) Pour l'application du paragraphe (1), le ministre ne peut recueillir des renseignements auprès d'une entité parlementaire que s'il a conclu une entente à cet égard avec l'entité en question.

Définition de entité parlementaire

(3) Au présent article, **entité parlementaire** s'entend au sens de l'article 2.

2019, ch. 16, art. 116.

Interdiction

50 Il est interdit à tout employé ou agent contractuel de Sa Majesté du chef du Canada ou d'une entité parlementaire qui obtient des **renseignements personnels**, au sens de l'article 3 de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, au titre de la présente loi de sciemment les communiquer ou permettre qu'ils soient communiqués à une personne ou de sciemment permettre qu'une personne prenne connaissance d'une déclaration ou d'un autre document contenant de tels renseignements ou y ait accès, sauf dans l'exercice de ses fonctions au titre de la présente loi ou s'il y est autorisé au titre d'une autre loi fédérale.

2019, ch. 16, art. 116.

Infraction et peine

51 Quiconque contrevient à l'article 50 est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, d'une amende maximale de 1 000 \$ et d'un emprisonnement maximal de six mois, ou de l'une de ces peines.

2019, ch. 16, art. 116.

SCHEDULE

(Section 31, subsection 32(1), section 40.2 and subsection 41(2))

- 1 *Governor General's Act.*
- 2 *Lieutenant Governors' Superannuation Act.*
- 3 *Members of Parliament Retiring Allowances Act.*
- 4 *Judges Act.*
- 5 *Diplomatic Service (Special) Superannuation Act.*
- 6 *Public Service Superannuation Act.*
- 7 *Civil Service Superannuation Act.*
- 8 *Canadian Forces Superannuation Act.*
- 9 *Defence Services Pension Continuation Act, R.S.C. 1970, c. D-3.*
- 10 *Royal Canadian Mounted Police Superannuation Act, Parts I and III.*
- 11 *Royal Canadian Mounted Police Pension Continuation Act, R.S.C. 1970, c. R-10, Parts II and III.*
- 12 Regulations made by the Governor in Council or the Treasury Board that, in the opinion of the Minister, provide for the payment out of the Consolidated Revenue Fund of a pension to be charged to the Public Service Superannuation Account that is calculated on the basis of length of service of the person to or in respect of whom it was granted or is payable.
- 13 [Repealed, 2019, c. 16, s. 119]
- 14 *War Veterans Allowance Act*, subsection 28(10).
- 15 Regulations made under Vote 181 of *Appropriation Act No. 5, 1961.*
- 16 An appropriation Act of Parliament that, in the opinion of the Minister, provides for the payment of a pension calculated on the basis of length of service of the person to or in respect of whom it was granted or is payable.
- 17 *Tax Court of Canada Act.*
- 18 *Special Retirement Arrangements Act.*

R.S., 1985, c. G-2, Sch.; 1997, c. 1, s. 40; 2019, c. 16, s. 117; 2019, c. 16, s. 118; 2019, c. 16, s. 119.

ANNEXE

- (article 31, paragraphe 32(1), article 40.2 et paragraphe 41(2))
 - 1 *Loi sur le gouverneur général.*
 - 2 *Loi sur la pension de retraite des lieutenants-gouverneurs.*
 - 3 *Loi sur les allocations de retraite des parlementaires.*
 - 4 *Loi sur les juges.*
 - 5 *Loi sur la pension spéciale du service diplomatique.*
 - 6 *Loi sur la pension de la fonction publique.*
 - 7 *Loi sur la pension du service civil.*
 - 8 *Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes.*
 - 9 *Loi sur la continuation de la pension des services de défense*, S.R.C. 1970, ch. D-3.
 - 10 *Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada*, parties I et III.
 - 11 *Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada*, S.R.C. 1970, ch. R-10, parties II et III.
 - 12 Règlements pris par le gouverneur en conseil ou le Conseil du Trésor qui, de l'avis du ministre, prévoient le paiement sur le Trésor d'une pension à être imputée au compte de pension de retraite de la fonction publique, calculée d'après la durée du service de la personne à laquelle ou relativement à laquelle elle a été accordée ou est payable.
 - 13 [Abrogé, 2019, ch. 16, art. 119]
 - 14 *Loi sur les allocations aux anciens combattants*, paragraphe 28(10).
 - 15 Règlements pris en vertu du crédit 181 de la *Loi des subsides* n° 5 de 1961.
 - 16 Une loi de crédits fédérale qui, de l'avis du ministre, prévoit le paiement d'une pension calculée d'après la durée du service de la personne à laquelle ou relativement à laquelle elle a été accordée ou est payable.
 - 17 *Loi sur la Cour canadienne de l'impôt.*
 - 18 *Loi sur les régimes de retraite particuliers.*

L.R. (1985), ch. G-2, ann.; 1997, ch. 1, art. 40; 2019, ch. 16, art. 117; 2019, ch. 16, art. 118; 2019, ch. 16, art. 119.

RELATED PROVISIONS

— 2019, c. 16, s. 121

Garnishment, Attachment and Pension Diversion Act
— garnishee summons

121 Subsections 6(2) and 18(2) of the *Garnishment, Attachment and Pension Diversion Act* (“other Act”), as they read immediately before the day on which section 85 of this Act comes into force, apply to a garnishee summons served under the other Act before that day.

DISPOSITIONS CONNEXES

— 2019, ch. 16, art. 121

Loi sur la saisie-arrêt et la distraction de pensions :
brefs de saisie-arrêt

121 Les paragraphes 6(2) et 18(2) de la *Loi sur la saisie-arrêt et la distraction de pensions* (appelée **autre loi** au présent article), dans leur version antérieure à la date d’entrée en vigueur de l’article 85 de la présente loi, s’appliquent à l’égard des brefs de saisie-arrêt signifiés au titre de l’autre loi avant cette date.